POLITIQUE-FICTION

Le feuilleton de la démocratie

(1re partie)

Par Abdelkrim Seddiki *

Avertissement

Ce récit décrit des événements «qui se seraient passés» dans le «futur» ; il est donc le pur produit de l'imagination. Il s'agit en fait tout simplement de politique fiction.

Les personnes citées par leur prénom, et notamment Mohand Akli, n'ont jamais existé. Les personnes citées par leur nom et leur prénom, et parfois leur qualité, sont des personnalités politiques et des personnalités publiques, auxquelles je prête des propos qu'elles n'ont jamais tenus.

Je prête également à certaines personnalités politiques, responsables de partis politiques, des actions qu'elles n'ont jamais conduites, ainsi que des rôles qu'elles n'ont jamais joués, qu'elles ne jouent pas, et qu'elles ne joueront, sans doute, jamais dans la réalité. Mêlant le réel à l'imaginaire, mon intention n'est pas de défavoriser, de froisser, de peiner, d'offenser où de nuire, d'une quelconque manière, à l'une où l'autre personnalité politique citée : toutes et à tous, je tiens à exprimer ma sincère considération.

Le mercredi, 29 mai 2008, dès le début de la matinée, dans tout Alger, une information circule : le président de la République, Monsieur Abdelaziz Bouteflika, va faire, à 20 heures, un discours à la nation qui sera retransmis, en direct, sur toutes les chaînes algériennes de la télévision et de la radio. Dans toutes les couches de la population, c'est l'étonnement et la surprise, qui provoquent des questions et des commentaires.

La surprise : que va-t-on nous annoncer ?

Au sein des partis politiques, on commence à installer les tables et les chaises, en vue d'une réunion d'urgence, pour écouter le discours du président et prendre les décisions adéquates. Et les premiers responsables de chaque formation politique rejoignent leur bureau. Dans les administrations civiles et militaires, on utilise le téléphone pour appeler, soit des collègues, soit des amis, soit des copains de promotion mieux placés dans la hiérarchie, pour tenter de s'informer sur le contenu de la déclaration du président de la République. Il est important d'être informé. Il est important d'être les premiers informés. C'est une question de crédibilité personnelle. On n'est pas un homme de pouvoir si on n'est pas au courant de ce qui va se passer. Les journalistes de la presse écrite, eux, tentent de glaner quelques informations et commencent à imaginer «la une» du lendemain.

Dans les syndicats, dans les associations, dans les entreprises, dans les restaurants, dans les cafés, dans les bars, dans les salons de thé et dans les bus, on commente. Les plus jeunes, réunis en petits groupes, ne sont pas en reste : les garçons en station debout devant la porte de leur immeuble, et les jeunes filles dans la cour de leur lycée. Tous s'interrogent. Ils sont inquiets. Ils se demandent ce que va annoncer le président de la République. Ils pressentent que c'est l'avenir de chacun qui est en jeu, et que c'est l'avenir de l'Algérie tout entière qui est en cause. Alors, chacun dans son quartier, chacun au sein du groupe avec lequel il a l'habitude de communier, explose et y va de son explication et de son interprétation.

Libres conversations

«Je suis sûr que Bouteflika va annoncer qu'il est candidat à un troisième mandat», dit Kamel.

«Il ne peut annoncer qu'il est candidat à un troisième mandat si, préalablement, il n'a pas procédé à une révision de la Constitution et notamment son article 74», dit Farid.

«Il ne serait pas crédible de modifier uniquement l'article 74, et d'ailleurs, c'est inacceptable et nous ne l'accepterons jamais», renchérit Boualem.

«On peut tout reprocher à Bouteflika, on peut l'affubler de toutes les tares du monde, sauf celle de ne pas être un patriote et un nationaliste, soucieux de l'intérêt de l'Algérie. Alors, moi, je suis persuadé que la révision constitutionnelle portera évidement sur l'article 74 de la Constitution, mais surtout qu'elle aura pour but, d'améliorer les équilibres entre les différents pouvoirs, d'élargir et de renforcer les libertés des citoyens, et de mieux garantir les droits des Algériens, afin :

1 d'assurer un meilleur fonctionnement des institutions de la République ;

2 de faire en sorte qu'aucune institution ne pourra, à l'avenir, accaparer une autre institution de la République ;

3 d'aboutir à ce qu'aucune crise politique qui pourrait surgir dans le futur, ne puisse conduire des Algériens à tuer d'autres Algériens», affirme avec force Souad.

«Eh bien, moi, je vous le dis, je vous le certifie, c'est l'armée qui a ramené Bouteflika, et c'est l'armée qui veut le démissionner», déclare Abdelkader.

«Eh bien, moi par contre, déclare Amine, je suis sûr que l'armée ne veut pas qu'il parte et elle ne le laissera jamais partir, comme d'ailleurs tout le personnel politique qui gravite autour de lui, car ils savent que, s'il s'en va, leur avenir est terminé.»

«Mais non, mais non, proclame Sid-Ali, je suis convaincu que c'est la maladie qui a gagné du terrain et qu'il n'est plus en mesure de gouverner. Alors, il préfère partir, pendant qu'il est encore temps, dans la dignité. La maladie et la mort nous guettent tous ; nous sommes tous entre les mains de Dieu et Lui, seul, décide en ce domaine. Aucun d'entre nous ne sait s'il ne va pas mourir avant lui. Messieurs, au-delà du président de la République, il y a le citoyen, il y a l'homme, auquel nous devons tous le respect.»

«Moi, j'affirme, déclare Hamidou, que c'est la France qui ne veut pas de Bouteflika, ni d'ailleurs d'un troisième mandat.»

«Oh ! Que non ! Sarkozy, s'entend bien avec Bouteflika et il est d'accord pour qu'il fasse un troisième mandat», précise Noureddine.

«La Russie, sous l'influence de Poutine, même s'il n'est plus président, soutient Bouteflika, comme les Etats-Unis de Bush», clame Djamel.

«En tout état de cause, il faut que l'armée soit mise en état d'alerte maximum, car le Maroc pourrait profiter d'une situation délicate pour nous attaquer», dit Amina.

Ainsi, les commentaires vont bon train, ils sont intarissables.

Il est déjà 18 heures, et la circulation automobile devient de plus en plus difficile en Alger et dans la plupart des villes du pays. Les automobilistes tentent de se frayer un chemin pour rentrer chez eux, le plus vite possible, afin de s'installer devant un poste de télévision. Tous ne veulent rien rater. On ne sait jamais…

Le discours que l'on n'attendait pas

A 20 h, le drapeau de l'Algérie qu'accompagne l'hymne national, apparaît sur l'écran de la télévision.

A ce moment là, on voit apparaître, le président de la République, qui s'avance d'un pas assuré, un léger sourire sur les lèvres ; puis une voix dit : «Chers frères, chères sœurs, le président de la République s'adresse à vous.»

Après les phrases introductives d'usage, le président remercie les citoyennes et les citoyens de l'avoir élu, par deux fois, pour assumer les responsabilités suprêmes et conduire le bateau Algérie à bon port. Ensuite, il fait un bilan succinct de ses neuf années de présidence et précise les points qui, pour lui, sont les plus positifs :

«1 La politique de réconciliation nationale, qui a permis d'améliorer considérablement la situation sécuritaire du pays.

2 La réforme du système judiciaire de notre pays, «que j'ai initiée afin que tous nos citoyens puissent mieux défendre leurs droits et qu'aucune personne, quel que soit son rang, ne puisse transgresser la loi, sans qu'il encoure une juste sanction.»

3 La réforme du système d'éducation, d'enseignement, de la formation professionnelle, de la formation universitaire et de la recherche scientifique.

4 La politique du logement dont l'objectif, de 1 million de logements, pourrait être atteinte avant la fin de l'année en cours.

5 Le relogement de la plus part des familles qui ont perdu leur habitation durant le séisme de Boumerdès.

6 La relance de la croissance et de la production dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services.

7 Le remboursement de la dette intérieure et extérieure.

8 La progression, même si elle reste insuffisante à mes yeux, du pouvoir d'achat des citoyens.

9 L'amélioration de la place qu'occupe l'Algérie dans le concert des nations.

Bien entendu, il reste beaucoup de choses à faire. Dans certains domaines, nous n'avons pas pu atteindre tous les objectifs que nous nous sommes fixés.

Vous savez, aucun président, aucun gouvernement dans le monde, ne peut résoudre, dans le temps qui lui est imparti, tous les problèmes qui se posent à lui. Finalement, l'essentiel est qu'il œuvre constamment à la résolution des problèmes quotidiens des citoyens.

Dans l'avenir, il nous appartiendra, à toutes et à tous, à toutes les Algériennes et à tous les Algériens, de se retrousser les manches pour faire de notre pays une Algérie paisible, juste, prospère et puissante.

Est-il possible de parler de tous ces problèmes sans aborder un problème qui, je le sais, vous préoccupe aussi, et qui est celui de mon état de sante ?

Effectivement, j'ai été très malade. J'étais très gravement malade. Mais aujourd'hui, je vais bien, grâce à Dieu et grâce aux soins que m'ont prodigués des médecins algériens et étrangers, que je tiens à remercier.»

Puis, le président passe à ce qui, à l'heure actuelle, intéresse le plus la classe politique, à savoir : la révision constitutionnelle et son éventuelle candidature à un troisième mandat.

Dans cette optique, il continue son discours, lentement, gravement, et il spécifie, que la Constitution est la loi fondamentale de la République, et qu'il ne sied à aucun président de la modifier sans raison impérieuse. La révision de la Constitution doit avoir comme finalité le renforcement des libertés, la garantie des droits des citoyens, l'amélioration de l'équilibre des pouvoirs afin de permettre une meilleure et une plus grande participation des citoyens au bon fonctionnement de l'Etat.

«Aussi, Algériennes, Algériens, j'ai décidé qu'il n'y aura pas de révision de la Constitution, et que je ne serai pas candidat à un troisième mandat. L'Algérie recèle de nombreuses personnalités ayant la stature d'hommes d'Etat, aptes à assumer pleinement la responsabilité suprême, une fois investis par le peuple lors d'élections libres, honnêtes, pluralistes et disputées.C'est dans ce cadre et pour permettre au peuple de déterminer son devenir que j'ai décidé de convoquer le corps électoral, et d'organiser une élection présidentielle anticipée qui se déroulera au plus tard dans les deux mois. Bien entendu, j'assumerai la responsabilité, toute la responsabilité, d'organiser cette élection, dans la totale neutralité de l'administration et cela à tous les niveaux. C'est ainsi que dans chaque centre de vote, une personnalité de la haute administration sera désignée par moi-même, et aisément identifiable, pour assurer une fonction de surveillance et de contrôle des élections tout au long de leur déroulement. Cette structure nouvelle et provisoire viendra s'ajouter aux instances et aux structures de contrôle et de surveillance prévues par la loi et les règlements.

Chères sœurs, chers frères, mon vœu le plus cher est que le peuple algérien désigne un président de la République que nul ne pourra contester, ni dans sa légitimité, ni dans ses pouvoirs, ni dans ses prérogatives.

Mes chers compatriotes,

Je pars, dans les prochaines semaines, comme un président qui a le sentiment profond d'avoir accompli son devoir et assumé toutes ses responsabilités devant son peuple et devant l'histoire.

Je ne manquerai pas, tout au long des jours qui me restent à vivre, de faire une prière pour que Dieu préserve notre peuple.

Vive l'Algérie».

Le discours du président terminé, les Algériens commencent à sortir dans les rues et les commentaires fusent.

Le premier déclare qu'il savait depuis le matin que Bouteflika ne serait pas candidat à un troisième mandat.

Le second renchérit en déclarant qu'il savait que l'armée ne le laisserait pas procéder à une modification de la Constitution.

Le troisième affirme qu'il savait que le président annoncerait des élections présidentielles anticipées.

Le quatrième dit avec véhémence : «A vous entendre, vous étiez tous informés, comme si vous aviez passé la soirée d'hier avec le président de la République.»

Pendant ce temps, les journalistes se pressent pour préparer la «une» du jeudi matin avec les titres les plus accrocheurs possibles. Les associations, les syndicats et les organisations sont perdus, perplexes. Ils attendent de voir de quel côté va tourner le vent. Les partis politiques… Ah ! Les partis politiques. C'est le désarroi. Les élections présidentielles sont dans deux mois. Que vont-ils faire ? Jamais un parti politique n'est assez préparé pour des élections qu'il n'a pas prévues.

Les chamailleries

Au FLN, le Front de libération nationale, c'est le désordre, la débandade, le mécontentement et la colère.

Un militant stationnant devant l'entrée du siège national du parti hurle : «Tous des traitres, Bouteflika qui nous a lâchés alors que nous l'avons toujours soutenu, ainsi que Belkhadem qui savait et qui ne nous a rien dit.»

Quelques minutes plus tard arrive Abdelrezak Bouhara. Aussitôt, il est assiégé par les militants déçus et en colère contre Belkhadem. Bouhara leur dit en substance : «Ne vous inquiétez pas, je sais que Belkhadem ne peut pas gagner les élections présidentielles. Alors, devant le congrès, la seule instance qui peut décider, je serai le candidat, votre candidat.»

Suite en page 8